

ORGANISATION MONDIALE  
DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/55

10 décembre 1996

(96-5225)

---

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

**EMIRATS ARABES UNIS**

Déclaration de S.E. M. Saeed Ahmed Ghobash  
Ministre de l'économie et du commerce

Je suis très heureux de participer à la première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. Permettez-moi tout d'abord d'exprimer, en mon nom propre et au nom de ma délégation, mes remerciements au gouvernement et au peuple de Singapour pour leur grande hospitalité et leur chaleureux accueil.

Je voudrais également remercier le Directeur général de l'OMC des efforts infatigables qu'il a déployés pour préparer cette

Nous estimons qu'au cours des deux prochaines années l'Organisation devrait se concentrer sur la mise en oeuvre des accords et s'employer à résoudre les questions du Cycle d'Uruguay encore en suspens. Il y a également un programme incorporé considérable, à savoir les examens et négociations portant sur diverses questions. Il faudrait donner la priorité à ces activités à l'avenir, afin que les délais déjà fixés soient respectés.

J'en viens ainsi aux nouvelles questions. Les Emirats arabes unis, comme beaucoup d'autres nouveaux Etats Membres, ont quelques difficultés à suivre toutes les activités qui ont lieu à l'OMC, outre le fait que l'adaptation des lois et réglementations nationales et l'adoption de lois nouvelles exigent beaucoup de temps et de ressources humaines. A cet égard, nous pensons que la Conférence devrait résister à la tentation de surcharger le programme de travail de l'OMC.

Les Emirats arabes unis estiment qu'il ne devrait y avoir aucun lien entre le commerce et les normes du travail. Ils attachent une très grande importance à l'aspect social de cette question, mais c'est l'Organisation internationale du travail (OIT), et non l'OMC, qui est l'organisme approprié pour traiter de ces questions.

S'agissant de la question du commerce et de l'investissement, la CNUCED, conformément à son mandat et aux directives formulées lors de sa dernière réunion ministérielle, doit entreprendre une étude sur ce sujet. A cet égard, nous suggérons que l'OMC attende les résultats de cette étude avant de décider d'entamer un débat sur la question du lien entre commerce et investissement.

Deux pays membres du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe, l'Arabie saoudite et l'Oman, ont engagé la procédure d'accession à l'OMC. Les Emirats arabes unis souhaitent qu'ils deviennent rapidement Membres et que la procédure d'accession soit terminée dans les meilleurs délais.

L'Organisation mondiale du commerce a ouvert un nouveau chapitre de la coopération économique internationale. Elle devrait poursuivre dans cette voie et consolider ses travaux afin de contribuer au développement et à la prospérité de tous les pays.